

Consultation relative aux conditions d'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à l'introduction d'un timbre

Réponses du SPEGNN

REPONSES AUX QUESTIONS

- **Question n°1** (page 12) :

Etes-vous favorable aux modalités de construction du zonage de raccordement envisagé par la CRE et notamment au critère technico-économique retenu (critère I/V élargi) ?

L'article D.453-22 du code de l'énergie qui introduit le « critère I/V décret » renvoie à la définition précise au 3° de l'article D.453-20 du code de l'Energie du périmètre des investissements à prendre en compte au titre d'un projet de renforcement.

Nous ne retrouvons pas dans la présente consultation publique une définition exhaustive de ce que sont ces investissements complémentaires, au-delà de la mention de prise en compte d'investissements de raccordement (page 11/22).

Aussi il ne nous est pas possible de répondre à la question sans complément d'information.

En revanche, les GRD du Spegnn souhaitent alerter la CRE et les pouvoirs publics sur les difficultés qu'ils rencontrent dans l'application du décret 2019-665 du 28 juin 2019 relatif aux renforcements des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel nécessaires pour permettre l'injection de biométhane dans les réseaux et de l'arrêté du 28 juin 2019 qui lui est associé.

En effet, les GRD du Spegnn qui sont entièrement en faveur du développement de la filière biométhane sur le territoire national et souhaitent être des acteurs facilitateurs de celui-ci, constatent une impossibilité pour eux de financer les travaux de renforcement pouvant permettre l'injection de biométhane dans les zones de distributions de gaz naturel disposant d'un tarif **non péréqués** :

- Les GRD sont dépendants des tarifs spécifiques définis avec les autorités concédantes dans le cadre des plans d'affaires initiaux des concessions. **Ils n'ont à ce titre aucun moyen de recouvrer via ces tarifs les éventuelles dépenses de renforcement et extension qui seraient nécessaires au raccordement d'un producteur de biométhane.** Les éventuelles dépenses d'investissements ne pouvant être répercutées dans les tarifs de distribution, celles-ci viendraient directement déstabiliser l'équilibre économique des concessions concernées, souvent déjà en situation de rentabilité délicate.
- D'autre part le plafond de 0,4% des recettes annuelles des tarifs d'utilisation des réseaux ne permet pas en pratique d'engager les moindres travaux.

Cette situation est d'autant plus dommageable qu'elle concerne en général des territoires ruraux et présentant un fort potentiel de méthanisation agricole (notamment).

Les GRD invitent donc à la CRE à définir un mécanisme permettant de lever les contraintes susmentionnées, avec pour objectif de rechercher à la fois l'absence de discrimination pour les producteurs selon que leur raccordement intervienne ou non en zone non péréquée ou via un renforcement en zone non péréquée, mais également en regard un juste retour sur investissement pour les GRD concernés et l'absence d'impact tarifaire pour les clients finals. A ce stade nous pourrions imaginer par exemple un mécanisme de type fond de péréquation.

- **Question n°2** (page 12) :

Etes-vous favorable à la méthodologie d'implication des acteurs locaux proposés par la CRE ?

Oui. Toutefois, il faut veiller à ce qu'il n'y ait pas de débat sur l'évaluation du potentiel méthanisable de référence, à un instant donné. Donc selon nous, la base de référence doit être précisée.

- **Question n°3** (page 13) :

*Etes-vous favorable au format de livrable proposé par la CRE pour le zonage de raccordement ?
Estimez-vous que celui-ci apporte la visibilité nécessaire à la filière ?*

Nous ne sommes pas favorables à la mise en place d'un code à quatre couleurs qui diminue la lisibilité pour le porteur de projet et les acteurs locaux, et qui risque au contraire d'envoyer un signal contraire à la filière. A un instant donné, et jusqu'à la prochaine actualisation, soit les projets sont éligibles (« I/V décret » satisfait), soit ils ne le sont pas

Partagez-vous le code couleur retenu ?

Le code de couleur doit se limiter à un seul niveau de vert et au rouge

- **Question n°4** (page 13) :

Etes-vous favorable au calendrier de mise en place, aux modalités et à la fréquence d'actualisation du dispositif de zonage de raccordement ?

L'échéance de Décembre 2019 pour l'élaboration du premier plan de zonage est notamment conditionnée par le choix d'un outil de zonage unique et mutualisé, et donc de l'accessibilité à cet outil pour l'ensemble des ELD.

Nous ne sommes pas défavorables au principe d'une fiabilisation, à la main, au fil de l'eau, afin de répartir dans le temps la charge de travail associée au zonage de raccordement, ni aux fréquences d'actualisation proposées par la CRE.

En revanche, il est prématuré à ce stade de nous prononcer sur le fait de justifier auprès de la CRE tout changement de « couleur » d'une zone (dernier alinéa page 13), puisque le format du livrable et le code couleur sont l'objet même de la Question n°3. Un positionnement sur ce point reviendrait à valider implicitement ce format, ce que nous n'avons pas fait à la question n°3.

Par ailleurs, nous attirons votre attention sur le fait que les volumes déjà raccordés ne peuvent être exclus du calcul d'actualisation.

- **Question n°5** (page 15) :

Etes-vous favorables aux modalités de validation des investissements de renforcement envisagés par la CRE ?

Oui

- **Question n°6** (page 15) :

Etes-vous favorable aux modalités de déclenchement des investissements de renforcement proposés par la CRE ?

Oui

Toutefois, l'application même du calcul du critère I/V pose question : ce critère de rentabilité met en regard les investissements nécessaires au développement du biométhane sur une maille avec les volumes probabilisés qui pourront y être injectés. Or les probabilités appliquées aux volumes sont fonction de l'état d'avancement des projets de la zone. Cela signifie que pour un portefeuille de projets donné, à un instant t1 le GRD peut être amené à annoncer à un porteur de projet P1 une valeur de I/V dépassant la valeur plafond et mettant potentiellement fin à son projet, ou lui faisant porter la part d'investissement non couverte par le tarif. Or si le même calcul avait été réalisé à un instant t2 ultérieur, au sein de la même zone et avec les mêmes porteurs de projets mais dont certains autres étaient arrivés à un stade plus avancé, la valeur de I/V aurait été plus faible, rendant le renforcement pour le projet P1 intégralement pris en charge par le tarif.

Ainsi la mécanique ainsi faite avec des % qui varient suivant l'état d'avancement du projet conduit à raccorder peu de projets au début des études et à demander potentiellement des financements importants aux porteurs de projets, alors que plus les projets se précisent et moins les producteurs sont amenés à contribuer et plus on en raccorde...

Le fait que la réalisation du projet dépende in fine du moment où la demande est faite nous paraît être inadaptée. Cette mécanique est donc vu de nous à la fois clef mais aussi très sensible dans la concrétisation des projets d'une zone.

- **Question n°7** (page 17) :

Etes-vous favorable à la méthode de quote-part proposée par la CRE ?

Il est écrit (page 17) que *Chaque producteur se voit annoncé, au moment de son étude détaillée, le montant maximal qu'il sera amené à payer au moment du raccordement....le producteur P1, dont la capacité d'injection est Q1, se verra annoncé un prix maximum à payer c1 :*

$$C1 = Q1 / q * a * (1 - \text{réfaction})$$

Il faudrait préciser que ce prix maximum c1 ne concerne que l'extension mutualisée, auquel il faut ajouter le prix de son raccordement individuel auquel pourra s'appliquer la réfaction.

Aussi, sous réserve de rappeler qu'à la participation au coût de l'extension mutualisée c1 s'ajoute le prix de son raccordement individuel, le SPEGNN est favorable à la méthode de quote-part proposée par la CRE.

- **Question n°8** (page 17) :

Etes-vous favorable aux seuils d'éligibilité proposés par la CRE et estimez-vous qu'il faille mettre en place d'autres critères ?

Le SPEGNN n'est pas défavorable à l'introduction de critères d'éligibilité pour l'étude d'une extension mutualisée. Toutefois, il nous semble que la proportion fixée que devront représenter

les projets au stade de l'étude détaillée devrait être fixée à 1/5 de la capacité maximale d'injection et non 1/3 au moment du déclenchement des investissements.

- **Question n°9** (page 18) :

Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'aligner le traitement des ouvrages mutualisés en transport sur le traitement des extensions mutualisées en distribution ?

Pour les raisons exposées à la Question n°8, le SPEGNN n'est pas défavorable à cette proposition.

- **Question n°10** (page 20) :

Le SPEGNN réserve son avis, car à ce stade il est difficile d'avoir une position sur ce point.

- **Question n°11** (page 20) :

Les modalités de calcul et le niveau du timbre d'injection envisagé à ce stade vous semblent-ils pertinents ?

Idem question # 10, à ce stade il est difficile d'avoir une position sur ce point.

Le SPEGNN réserve son avis.